

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/151

G/SCM/W/158

23 novembre 1995

(95-3694)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE CANADA¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 octobre 1995.

1. Notification du texte de la législation

En notifiant les textes des lois et règlements au Comité, le gouvernement canadien a précisé que le "texte codifié" de la Loi sur les mesures spéciales d'importation n'avait pas été approuvé par le Ministère canadien de la justice et qu'il n'était par conséquent pas officiel. Le Canada peut-il indiquer quand il notifiera au Comité le texte officiel de cette loi? Quelles sont les conséquences du caractère non officiel de la loi sur son applicabilité?

2. Montant des droits

Les alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation précisent que le montant des droits antidumping ou des droits compensateurs à appliquer doit être égal, respectivement, à la marge de dumping ou au montant de la subvention, selon le cas.

Le montant du droit antidumping ou du droit compensateur, selon le cas, peut-il être inférieur à la marge de dumping déterminée, s'il suffit à faire disparaître le dommage causé à la production nationale?

Comment cette règle peut-elle être compatible avec les dispositions de l'article 9.1 et 9.2 du Code antidumping et de l'article 19.2 du Code sur les subventions, selon lesquelles le montant des droits imposés peut être égal ou *inférieur* au montant de la marge du dumping ou au montant de la subvention, selon le cas?

¹G/ADP/N/1/CAN/2-G/SCM/N/1/CAN/2.